

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,
OECD Publications Service,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Nouvelle-Zélande

L'activité au premier semestre 2002 a été exceptionnellement vigoureuse, car les effets induits des prix élevés à l'exportation ont alimenté la demande intérieure. Mais cette impulsion s'est nettement affaiblie, et la croissance a sans doute notablement baissé au second semestre. Le rythme d'expansion devrait se raffermir l'an prochain et en 2004 avec la reprise mondiale, mais pas au point d'entraîner une surchauffe.

Ce léger ralentissement, conjugué au nouvel objectif d'inflation moins rigoureux, devrait conduire la banque centrale à rester dans l'expectative jusqu'à ce qu'une robuste reprise se soit clairement installée. Cela fait, une légère hausse des taux d'intérêt suffirait pour que les conditions monétaires redeviennent neutres. L'orientation de la politique budgétaire reste appropriée, mais le maintien des excédents à moyen terme pose de réels problèmes. Le dérapage des dépenses sera plus difficile à enrayer car le gouvernement n'a pas reconduit le plafonnement triennal des dépenses.

L'activité a été vigoureuse en dépit du ralentissement mondial, l'économie affichant une croissance de plus de 4½ pour cent (en rythme annuel) au premier semestre de cette année. Les exportations en volume ont augmenté d'un tiers depuis le point bas observé après la crise asiatique, stimulées par la faiblesse de la monnaie et par une excellente campagne agricole. Les prix à l'exportation ont été également élevés en 2001, en particulier pour les produits laitiers, et les effets induits du niveau élevé des revenus agricoles ont continué de doper la demande intérieure et l'emploi. Le marché du travail est très tendu, les taux d'emploi et d'activité atteignant des niveaux sans précédent depuis 15 ans, même si l'immigration atténue la pression en accroissant la population active de quelque 2 pour cent par an. En outre, elle suscite une hausse de la demande de consommation et une forte poussée de la construction de logements. L'inflation s'est ravivée : la plupart des mesures de l'inflation sous-jacente avoisinent 2½-3 pour cent.

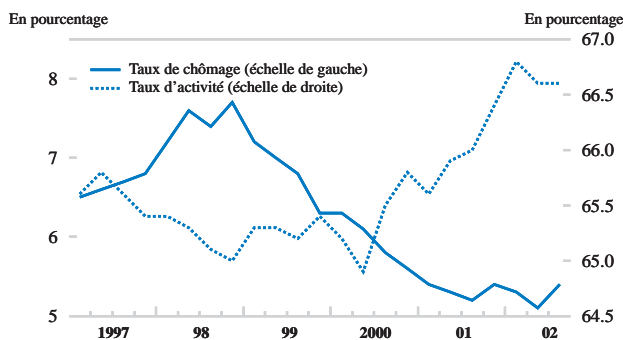
L'économie a bien traversé les turbulences mondiales...

Le principal moteur de l'activité s'est considérablement affaibli, les prix à l'exportation ayant chuté au premier semestre 2002. Les produits laitiers ont été les plus touchés, mais les prix de la viande ont également diminué à la suite d'un accroissement des subventions agricoles de l'Union européenne. Si l'impact s'est trouvé amorti du fait que le taux de change est inférieur à sa tendance de long terme,

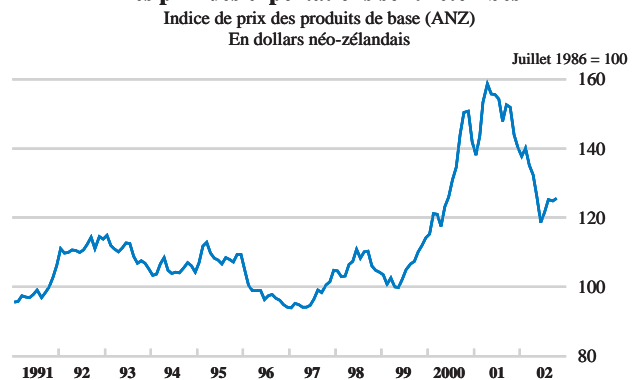
... mais la conjoncture se dégrade

Nouvelle-Zélande

Le marché du travail est tendu



Les prix des exportations sont retombés



Source : Statistics New Zealand et ANZ Bank Ltd.

Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	65.1	2.4	1.9	3.1	1.9	2.6
Consommation publique	20.1	-2.1	0.5	1.8	2.3	2.6
Formation brute de capital fixe	20.2	7.6	-1.7	4.6	5.0	4.1
Demande intérieure finale	105.5	2.5	0.9	3.2	2.6	2.9
Variation des stocks ^a	1.3	-0.7	0.3	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	106.8	1.8	1.2	3.0	2.6	2.9
Exportations de biens et services	32.2	6.8	2.1	9.0	6.9	6.9
Importations de biens et services	33.2	0.2	1.4	6.9	6.1	5.6
Exportations nettes ^a	- 1.0	2.1	0.2	0.8	0.4	0.6
PIB (dans l'optique de la dépense) aux prix du marché	105.7	3.9	1.4	3.8	3.0	3.4
Déflateur du PIB	—	2.4	4.7	0.4	1.9	2.6
<i>Pour mémoire</i>						
PIB (dans l'optique du produit)	—	3.9	2.5	4.0	3.0	3.4
Indice des prix à la consommation	—	2.6	2.6	2.6	2.3	2.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.2	2.0	1.6	2.3	2.1
Taux de chômage	—	6.0	5.3	5.1	5.5	5.4
Solde des administrations publiques ^b	—	0.9	1.7	1.6	1.2	1.1
Balance des opérations courantes ^b	—	-5.2	-2.8	-2.7	-3.6	-4.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source : OCDE.

la confiance a néanmoins été entamée, d'où un fléchissement de la consommation et une atonie surprenante de l'investissement des entreprises, compte tenu des taux élevés d'utilisation des capacités.

L'objectif d'inflation a changé...

La Banque de réserve a relevé les taux d'intérêt de 100 points de base au premier semestre de l'année en réponse à la recrudescence de l'inflation sous-jacente et à l'épuisement des excédents de capacité. Ce processus de resserrement a été suspendu jusqu'à ce que les perspectives mondiales deviennent plus claires. Avec la nomination en août d'un nouveau gouverneur, l'objectif d'inflation a été modifié : c'est une « inflation de 1 à 3 pour cent en moyenne dans le moyen terme » et non plus une « hausse annuelle de 0 à 3 pour cent ». Le relèvement du plancher est probablement moins significatif que l'extension de l'horizon temporel, qui suppose que la Banque se montre plus patiente et ne se focalise pas constamment sur le point central.

... et les contraintes budgétaires à court terme ont été quelque peu desserrées

Le gouvernement a été réélu en juillet. Tandis que les politiques structurelles sont peu susceptibles de changer, des ajustements ont été apportés aux instruments de gestion budgétaire. Le plafonnement sur trois ans des nouvelles dépenses au titre des mesures gouvernementales a fait place à une surveillance plus directe du solde de fonctionnement ainsi que de l'endettement à long terme et des ratios de dépenses. Cela ne devrait pas entraîner de dérapage des dépenses dans le court terme, puisque l'objectif d'endettement est à l'heure actuelle contraignant, mais il est désormais plus

probable que des chocs budgétaires favorables se soldent par des dépenses supplémentaires et non par de nouvelles réductions de la dette. L'administration centrale a dégagé un excédent de fonctionnement de 2¼ pour cent du PIB sur la période d'un an s'achevant en juin 2002 et devrait continuer d'afficher un excédent confortable dans le moyen terme. Toutefois, ces excédents de fonctionnement ne suffiront pas à couvrir le programme d'investissement, qui englobe un préfinancement des retraites.

La dégradation des termes de l'échange cette année, qui a représenté 1½ pour cent du revenu national, sera le principal déterminant des perspectives à court terme. Ce facteur devrait freiner sensiblement la croissance de la consommation, même si la vigueur du flux migratoire et le niveau élevé de l'emploi induisent une certaine stimulation compensatoire. Il est probable que l'investissement des entreprises n'augmentera notablement que dans la mesure où l'incertitude s'estompe, mais l'investissement résidentiel devrait rester soutenu car l'immigration alimente la demande de logements. Les exportations en volume épouseront sans doute le cycle commercial mondial, pour se ralentir au second semestre de cette année avant de remonter vers le milieu de 2003, ces facteurs externes représentant toutefois la principale incertitude entourant les prévisions. Le PIB devrait adopter un profil similaire : aux troisième et quatrième trimestres, sa croissance sera bien inférieure à son rythme potentiel. En conséquence, l'inflation pourrait se détendre quelque peu, si bien que la banque centrale pourra maintenir les taux d'intérêt inchangés jusqu'à ce qu'une croissance robuste se soit fermement rétablie l'an prochain.

L'activité devrait se ralentir à la fin de cette année, pour reprendre en 2003

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

N° 67, juin 2000

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

N° 66, décembre 1999

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques
La valorisation du travail
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins
Profil international de la réglementation des marchés de produits

N° 65, juin 1999

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi
Les défis de politique économique liés au changement climatique
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes
Origines de la récente détérioration des déséquilibres de balances courantes au sein de l'OCDE

N° 64, décembre 1998

Enjeux de politique monétaire et budgétaire dans la zone euro
Évolution récente des marchés d'actions et ses conséquences
Dynamique de la pauvreté dans quatre pays de l'OCDE

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : une reprise hésitante	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Une reprise hésitante.....	1
Les défis de politique économique.....	15
Turbulences financières.....	27
Tensions et risques.....	29
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE	39
États-Unis.....	39
Japon.....	44
Allemagne.....	49
France.....	54
Italie.....	59
Royaume-Uni.....	64
Canada.....	69
Australie.....	74
Autriche.....	77
Belgique.....	80
Corée.....	83
Danemark.....	86
Espagne.....	89
Finlande.....	92
Grèce.....	95
Hongrie.....	98
Irlande.....	101
Islande.....	104
Luxembourg.....	107
Mexique.....	109
Norvège.....	112
Nouvelle-Zélande.....	115
Pays-Bas.....	118
Pologne.....	121
Portugal.....	123
République slovaque.....	126
République tchèque.....	129
Suède.....	131
Suisse.....	134
Turquie.....	136
III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres de l'OCDE	139
Chine.....	140
Fédération de Russie.....	142
Brésil.....	143
IV. Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles	147
Introduction.....	147
Évolution des perspectives de soutenabilité.....	147
La soutenabilité à long terme.....	152
Réponses de politique économique.....	155
Leçons et défis.....	161
V. La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi	169
Introduction.....	169
L'âge effectif de départ est bas dans de nombreux pays.....	172
Comment les mesures gouvernementales influent sur le départ à la retraite.....	173
Politiques visant à retarder le départ en retraite.....	177
Les incitations à la retraite anticipée subsistent, même après les réformes récentes.....	179
Départ en retraite dans le cadre de régimes spéciaux.....	180
Conclusions.....	184
VI. Concurrence sur les marchés de produits et performance économique	189
Introduction.....	189
Les pressions concurrentielles sont importantes pour la productivité et l'innovation.....	189
Les réformes des marchés de produits ont des retombées positives sur les résultats du marché du travail.....	194
VII. La persistance de l'inflation dans la zone euro	199
Introduction.....	199
Les écarts d'inflation dans la zone euro.....	199
L'ajustement dans le contexte d'une faible inflation.....	201
Le rôle des pouvoirs publics pour faciliter l'ajustement.....	204

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	209
--	-----

Annexe statistique	211
Classification des pays	212
Mode de pondération pour les données agrégées	212
Taux de conversion irrévocable de l'euro	212
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	213
Tableaux annexes	215

Encadrés

I.1. Effets de patrimoine sur les dépenses des ménages	4
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales	8
I.3. Rétablir la confiance dans le secteur des entreprises	30
I.4. Choc sur le prix du pétrole	37
IV.1. Mettre au point des règles efficaces	157
V.1. Comment mesurer les incitations à la retraite anticipée	176

Tableaux

I.1. Prix du pétrole et des autres produits de base	10
I.2. Contributions aux variations du PIB en volume	11
I.3. Zone euro : résumé des prévisions	12
I.4. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation	13
I.5. Commerce international et balances courantes en bref	15
I.6. Soldes financiers des administrations publiques	21
I.7. Réévaluation des perspectives budgétaires dans l'Union européenne	25
III.1. Prévisions pour la Chine	141
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie	143
III.3. Prévisions pour le Brésil	144
IV.1. Consolidations budgétaires dans certains pays de l'OCDE	150
IV.2. Tendances budgétaires dans la base à moyen terme	151
IV.3. Pressions démographiques sur la dépense publique	154
IV.A.4. Modifications des cadres fiscaux depuis les années 90	163
V.1. Âge moyen effectif de la retraite (hommes)	173
V.2. Taux d'emploi des travailleurs âgés, hommes	174
VI.1. Évolutions de la croissance de la productivité multifactorielle, 1981-2000	193

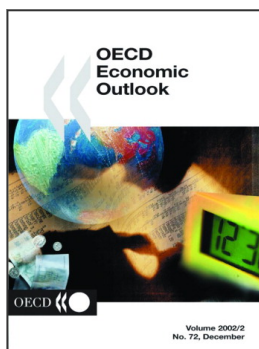
Graphiques

I.1. Demande intérieure totale et exportations, en volume	2
I.2. Taux d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier	5
I.3. Enquêtes de conjoncture : tendances courantes et futures	6
I.4. Évolution des cours des actions durant les reprises économiques aux États-Unis	7
I.5. Écarts entre taux longs et taux courts dans différentes régions et situation du crédit aux États-Unis	9
I.6. Part salariale dans le secteur des entreprises	14
I.7. Taux d'intérêt	16
I.8. Hausse des prix de l'immobilier et des prix à la consommation	19
I.9. Politique budgétaire	22
I.10. Contributions à l'impulsion budgétaire globale	23
I.11. Ratio dette publique/recettes publiques	26
I.12. Réévaluation du risque et des performances des entreprises aux États-Unis	28
I.13. Balances des opérations courantes	33
I.14. Flux de capitaux et position d'investissement international des États-Unis	35
I.15. Taux de change effectif réel	36

I.15. Incidence d'une hausse temporaire de 10 dollars des cours du pétrole	37
IV.1. Changements dans la dynamique de la dette	148
IV.2. Le processus de consolidation budgétaire.....	149
IV.3. Ratios de dépendance des personnes âgées dans les sept grands pays de l'OCDE	153
IV.4. Erreurs de prévision budgétaire	160
V.1. Taux d'activité et taux d'emploi pour les travailleurs âgés (55-64), 2001	171
V.2. Espérance de vie à l'âge effectif de la retraite en 1970 et 1999.....	175
V.3. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes de pensions « ordinaires » par âge	181
V.A.1. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes d'assurance chômage et d'autres régimes par âge, salaire de l'ouvrier moyen	185
V.A.2. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes d'invalidité par âge, salaire de l'ouvrier moyen.....	186
V.A.3. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes de pension professionnels par âge, salaire de l'ouvrier moyen.....	187
VI.1. Intensité de R-D et réglementation des marchés des produits	192
VI.2. Libéralisation des marchés des produits et performance du marché du travail	195
VII.1. Évolution de l'inflation dans la zone euro	200
VII.2. Corrélation bilatérale des écarts de production pour différents groupes de pays	205

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2002 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2002-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2003), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2002 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2002-2-25-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.